

WORKING PAPERS

**Les résidants du Luxembourg
et leurs voisins :
Attitudes et sentiment de
solidarité**

Charles FLEURY
Monique BORSENBARGER

L'European Values Study (EVS) est une enquête réalisée au Luxembourg en 2008 auprès d'un échantillon représentatif de la population résidente composé de 1610 individus âgés de 18 ans ou plus.

Au niveau national, cette enquête fait partie du projet de recherche VALCOS (Valeurs et Cohésion sociale), cofinancé par le FNR dans le cadre du programme VIVRE. Au niveau international, elle est partie intégrante d'une enquête réalisée dans 45 pays européens qui a pour objectif d'identifier et d'expliquer en Europe les dynamiques de changements de valeurs, et d'explorer les valeurs morales et sociales qui sous-tendent les institutions sociales et politiques européennes (www.europeanvaluesstudy.eu).

Plus d'infos : <http://valcos.ceps.lu>.



CEPS/INSTEAD Working Papers are intended to make research findings available and stimulate comments and discussion. They have been approved for circulation but are to be considered preliminary. They have not been edited and have not been subject to any peer review.

The views expressed in this paper are those of the author(s) and do not necessarily reflect views of CEPS/INSTEAD. Errors and omissions are the sole responsibility of the author(s).

LES RÉSIDANTS DU LUXEMBOURG ET LEURS VOISINS : ATTITUDES ET SENTIMENT DE SOLIDARITÉ*

Charles FLEURY et Monique BORSENBARGER

CEPS/INSTEAD

Résumé : Le présent article a pour objectif de dresser un portrait sommaire des attitudes de la population du Luxembourg à l'égard de ses voisins ainsi que du sentiment de solidarité qu'elle nourrit à leur endroit. S'appuyant sur les données luxembourgeoises de l'*European Values Study* (EVS) de 1999 et de 2008, il vise plus particulièrement à savoir comment ont évolué ces deux aspects au cours de la dernière décennie. Les résultats révèlent que les résidents du Luxembourg sont aujourd'hui un peu plus sélectifs vis-à-vis de leur voisinage éventuel qu'ils ne l'étaient en 1999. Cette sélectivité n'a toutefois pas évolué de la même manière suivant le critère de rejet, d'importantes différences apparaissant selon que ce critère renvoie aux comportements politiques, aux comportements déviants ou aux différences. Concernant la solidarité à l'égard des voisins, les résultats indiquent une légère diminution de ce sentiment entre 1999 et 2008. Loin de refléter une tendance générale d'indifférence vis-à-vis des autres, cet affaiblissement du sentiment de solidarité à l'endroit des voisins témoignerait plutôt d'un déplacement de la solidarité au profit de situations de vie concrètes, comme la vulnérabilité.

* This research is part of the VALCOS project supported by the Luxembourg 'Fonds National de la Recherche' (contract FNR/VIVRE/06/01/09) and by core funding for CEPS/INSTEAD from the Ministry of Higher Education and Research of Luxembourg.

INTRODUCTION

On se souvient – ou du moins en a-t-on entendu parler – de l'esprit de solidarité qui régnait dans les communes rurales d'autrefois ; lorsque quelqu'un éprouvait des difficultés, les voisins accouraient pour lui venir en aide¹. Cette époque semble bien loin aujourd'hui. Souvent, on ne connaît pas son voisin, voire on s'en méfie. Les histoires, malheureusement pas si rares, de personnes isolées qui décèdent dans leur logement et que l'on retrouve une semaine plus tard, de même que l'étonnement des riverains lorsqu'ils découvrent qu'un drame est survenu dans leur quartier, constituent sans doute les cas extrêmes de ce qui semble être l'époque actuelle².

Cet affaiblissement de la solidarité de proximité est examiné depuis longtemps par les sociologues. En fait, depuis Durkheim (1893) qui a montré que la solidarité fonctionnait désormais selon un mode organique – c'est-à-dire par l'interdépendance des fonctions plutôt que par similitude –, les travaux sur les diverses formes de solidarité ont été particulièrement nombreux. Certains d'entre eux ont mis en lumière le fait que l'institutionnalisation de la solidarité, par le développement des systèmes de sécurité sociale, avait contribué à modifier les solidarités familiales et à affaiblir les solidarités de proximité (Oorschot et Halman, 2005; Zijderveld, 1998; De Swann, 1988). Depuis quelques années, cependant, les témoignages mettant en lumière la vivacité de ces formes de solidarité, malgré la présence d'États-providence forts, se font de plus en plus nombreux. C'est notamment le cas en sociologie de la famille, où les thèses témoignant de la vigueur des solidarités intergénérationnelles – y compris chez les générations qu'on croyait égoïstes – se multiplient (Bonvalet et Ogg, 2009; Olazabal, 2009; Van Pevenage, 2009; Segalen, 2008; Bengtson et coll., 2002; Bengtson, 2001; Attias-Donfut, 2000; Kholi, 1999).

¹ L'image est bien sûr idyllique, mais frappe encore l'imagination. En témoigne, le récent ouvrage de Bernard Farinelli (2008), *L'avenir est à la campagne*, paru aux Éditions Sang de la Terre en 2008.

² Les récents événements survenus à Flaxweiler nous le rappellent. « Nous connaissons très peu nos voisins. On ne les voyait presque jamais », racontait à la presse un riverain au lendemain des événements qui coûtèrent la vie à trois personnes (*L'Essentiel*, 7 juillet 2010, p. 2).

En sociologie urbaine, les travaux sur les solidarités de proximité sont un peu moins nombreux. Ils s'entendent toutefois pour dire que ces formes de solidarité existent bel et bien, mais sont relativement limitées, s'essoufflant dès que les besoins s'accroissent et s'inscrivant dans les limites du principe général de préservation de soi (Druhle et coll., 2007; Nocon et Pearson, 2000; Philipson et coll., 1999; Quéré et Brezler, 1993; Héran, 1987). Le succès international grandissant remporté par les fêtes des voisins laisse toutefois penser qu'on en veut plus, ou du moins que l'on cherche à dépasser les simples regards de reconnaissance ou salutations d'usage qui caractérisent la plupart des relations de voisinage (Blin, 2008; Perifan, 2005). En même temps, les nombreuses manifestations du syndrome « pas dans ma cour »³ observables lorsqu'il est question de construire une nouvelle prison, un nouvel hôpital, de nouvelles habitations à loyer modique ou un nouveau lieu de culte nous rappellent que la peur de l'autre est encore bien vive (Gaudreau, 2005; Dorvil, Provencher et Beaulieu, 2002; Mayer, 1997; Wexler, 1996). Elles nous amènent à nous demander si, comme l'écrivait Hoggart (1970) et comme nous le rappelle Dubajic (2002), l'essentiel de la cohésion des groupes sociaux n'est pas dû à leur pouvoir d'exclusion, « c'est-à-dire au sentiment de différence attaché à ceux qui ne sont pas nous » (Hoggart, 1970, p. 117).

Le présent article a pour objectif de dresser un portrait sommaire des attitudes de la population du Luxembourg à l'endroit de ses voisins ainsi que du sentiment de solidarité qu'elle nourrit à leur égard ; il vise à savoir comment ces attitudes et ce sentiment ont évolué au cours de la dernière décennie. Se basant sur les données luxembourgeoises de l'*European Values Study* (EVS) de 1999 et de 2008, il cherche plus spécifiquement à répondre à ces deux séries de questions :

1. La population qui réside au Luxembourg est-elle tolérante vis-à-vis des différentes catégories de voisins ? Comment cette attitude d'ouverture a-t-elle évolué au cours de la dernière décennie ?

³ Mieux connu sous l'appellation anglaise « not-in-my-backyard (NIMBY) syndrome ».

2. Dans quelle mesure la population qui réside au Luxembourg se sent-elle concernée par les conditions de vie de ses voisins ? Comment ce sentiment de solidarité a-t-il évolué au cours de la dernière décennie ?

Notre article comporte quatre parties principales. La première présente le contexte de l'étude ainsi que la base de données utilisée. La deuxième porte sur les attitudes d'ouverture de la population du Luxembourg envers différentes catégories de voisins. La troisième examine le sentiment de solidarité que notre population nourrit à l'égard de ses voisins et cherche à savoir comment ce sentiment a évolué au cours de la dernière décennie. Enfin, la quatrième partie discute des différentes conclusions qui ressortent des parties précédentes.

1. L'EUROPEAN VALUES STUDY (EVS) ET LE RAPPORT AUX VOISINS

Les enquêtes sur les valeurs des Européens, connues internationalement sous le nom d'*European Values Study* (EVS), s'inscrivent dans le cadre d'un projet européen né au début des années 1980 et visant un triple objectif : 1) identifier le fonds culturel commun qui traverse les pays européens ; 2) saisir les changements qui se produisent dans le temps ; et 3) mettre ces données à la disposition des responsables politiques et sociaux. Menées à intervalle régulier de neuf ans, les enquêtes EVS utilisent lors de chaque vague un questionnaire dont le cœur demeure identique. On dispose donc de données comparables pour les années 1981, 1990, 1999 et 2008, et ce, sur des thématiques aussi diverses que la famille, le travail, la politique, la justice sociale, l'immigration, le sentiment d'appartenance, la solidarité, la moralité, la société civile, le bien-être subjectif, la tolérance, la confiance, etc.

Au Luxembourg, les enquêtes EVS sont relativement récentes, la première vague n'ayant eu lieu qu'en 1999. Menée par le Sesopi en collaboration avec l'Institut luxembourgeois de sondages et d'études d'opinion TNS-ILReS, cette première vague a permis d'atteindre un échantillon de 1 177 individus âgés de 18 ans ou plus et résidant au Luxembourg. Réalisée par le CEPS/INSTEAD, la seconde vague a pour sa part permis d'interroger un échantillon de 1 610 résidants âgés, encore une fois, de

18 ans ou plus. Suivant le principe adopté par le groupe EVS, cette deuxième vague reprenait de manière identique plusieurs questions qui avaient été posées en 1999.

Les enquêtes EVS s'avèrent particulièrement intéressantes pour étudier les attitudes et le sentiment de solidarité à l'égard des voisins. En effet, en 1999 comme en 2008, deux questions ont été posées pour examiner ces deux thématiques. La première visait à identifier les caractéristiques que les répondants ne souhaitaient pas retrouver chez leurs voisins. Quant à la seconde, elle visait à savoir si les répondants se sentaient concernés par les conditions de vie de leurs voisins et celles de différents autres groupes sociaux. Dans les prochaines sections, nous examinons l'évolution des réponses formulées par la population du Luxembourg à ces deux questions entre 1999 et 2008.

2. ATTITUDES A L'ÉGARD DES VOISINS

Lors des deux vagues luxembourgeoises, la question suivante a été posée aux répondants : « Sur cette liste, figurent différentes catégories de personnes. Voulez-vous m'indiquer s'il y en a que vous n'aimeriez pas avoir comme voisins ? » Seize catégories de voisins étaient proposées aux répondants, lesquels étaient invités à dire si, oui ou non, il s'agissait d'un type de voisin qu'ils n'aimeraient pas avoir. Les catégories étaient les suivantes : extrémistes de gauche, extrémistes de droite, gens qui ont un casier judiciaire, gens portés sur la boisson, gens émotionnellement instables, drogués, gitans, gens d'une autre race, familles nombreuses, musulmans, travailleurs étrangers ou immigrés, gens atteints du sida, homosexuels, juifs, personnes de milieu social différent et réfugiés. Suivant le regroupement effectué par Berzosa (2010)⁴ à partir d'une analyse factorielle en composantes principales, nous avons classé ces différentes catégories en trois grands groupes suivant le critère à la base du rejet. Le premier groupe réunit les voisins qui adoptent des comportements

⁴ Ce regroupement rejoint, dans une certaine mesure, la classification adoptée par Dubajic (2002). Il s'avère toutefois différent dans la mesure où Dubajic ne considérait pas l'ensemble des items de rejet contenus dans l'enquête EVS et ne retenait que deux grands groupes de critères, soit les critères ethniques et comportementaux.

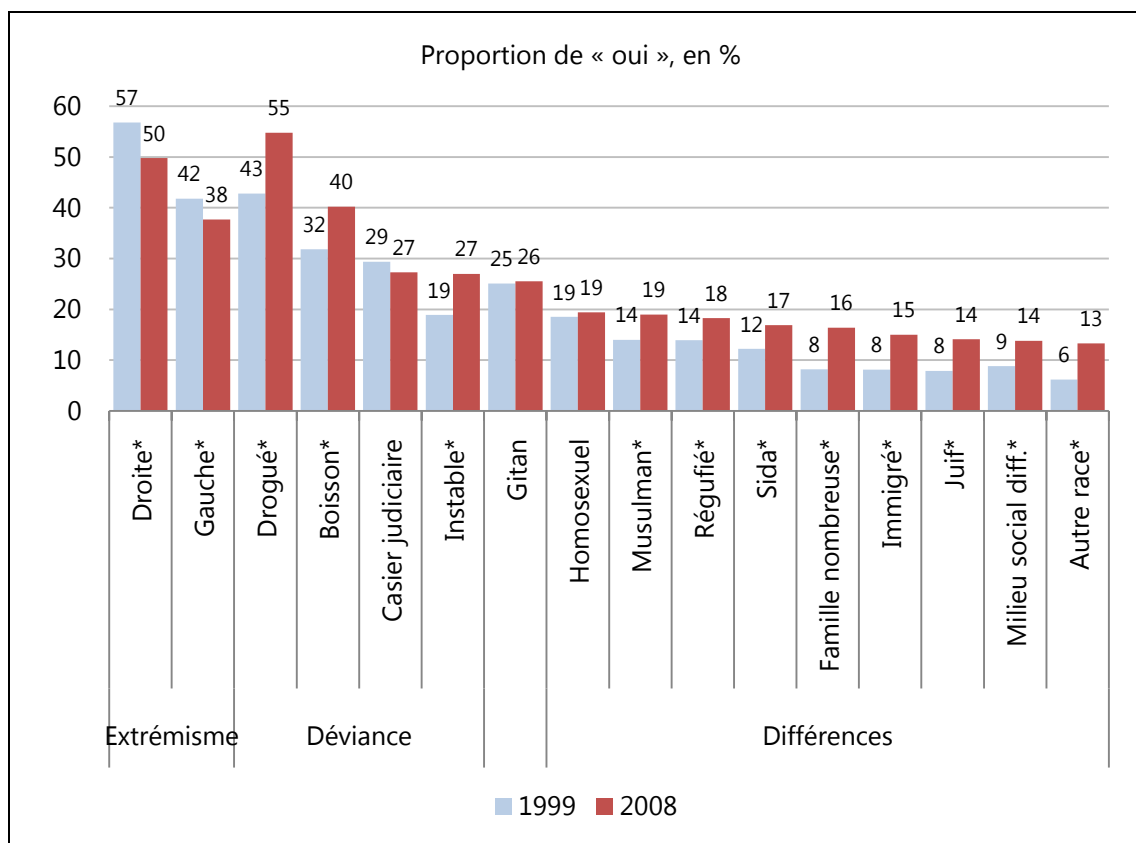
politiques extrémistes, qu'ils soient de gauche ou de droite (Rissoan, 2007; Pina, 2005; Milza, 2002). Le deuxième groupe réunit les voisins qui adoptent des comportements déviant, ou non conformes aux normes sociales (Ogien, 1999; Merton, 1949). Nous retrouvons dans cette catégorie les gens qui ont un casier judiciaire, les gens portés sur la boisson, les gens émotionnellement instables, les drogués ainsi que les gitans. Enfin, le dernier groupe réunit les voisins qui affichent une différence et « qui ne sont pas nous », pour reprendre l'expression d'Hoggart (1970, p. 117). Ces différences peuvent être liées à la race, la classe, la culture, la religion ou encore le mode de vie (Semyonov, Rajjman et Gorodzeisky, 2006; Pettigrew, 1998; Bourdieu, 1979; Hoggart, 1970). Nous retrouvons dans cette dernière catégorie, les gitans⁵, les familles nombreuses, les gens de milieu social différent, les réfugiés, les gens d'une autre race, les musulmans, les immigrés (ou les travailleurs étrangers), les homosexuels, les gens atteints du sida et les juifs. Le graphique 1 présente la distribution de réponses positives obtenues en 1999 et en 2008 pour chacune des catégories de personnes.

Deux résultats ressortent nettement de ce premier graphique. D'une part, il apparaît que l'extrémisme politique et les comportements déviant constituent toujours les deux critères de rejet les plus importants au Luxembourg en 2008. C'est ainsi que 55% des répondants ne souhaitaient pas avoir une personne droguée comme voisin en 2008, 50% ne voulaient pas un extrémiste de droite, 40% ne voulaient pas une personne portée sur la boisson, 38% ne voulaient pas un extrémiste de gauche et 27% ne souhaitaient pas avoir une personne avec un casier judiciaire et/ou émotionnellement instable. Les critères de rejet associés à des différences restent les moins mentionnés ; aucune des propositions liées aux différences, à l'exception des gitans, ne récolte plus de 20% des suffrages. Il demeure néanmoins que par rapport à 1999, il s'agit d'une augmentation importante, la proportion de rejet ayant augmenté de plus de 25%, et parfois même de plus de 50%, pour la plupart des items liés aux différences. Cela nous amène à notre deuxième résultat. On constate en fait que, de manière générale, le taux de rejet a augmenté pour presque toutes les propositions

⁵ L'analyse factorielle en composantes principales a montré que la catégorie « gitan » pouvait être classée aussi bien dans la catégorie « déviance » que dans la catégorie « différences ». Pour plus de détails, voir Berzosa (2010).

et quelle que soit la catégorie examinée. En fait, seules les caractéristiques liées à l'extrémisme politique, de gauche ou de droite, ont vu leur part de rejet diminuer au cours de la période étudiée.

Graphique 1 – Les catégories de personnes que l'on n'aimerait pas avoir comme voisins en 1999 et en 2008

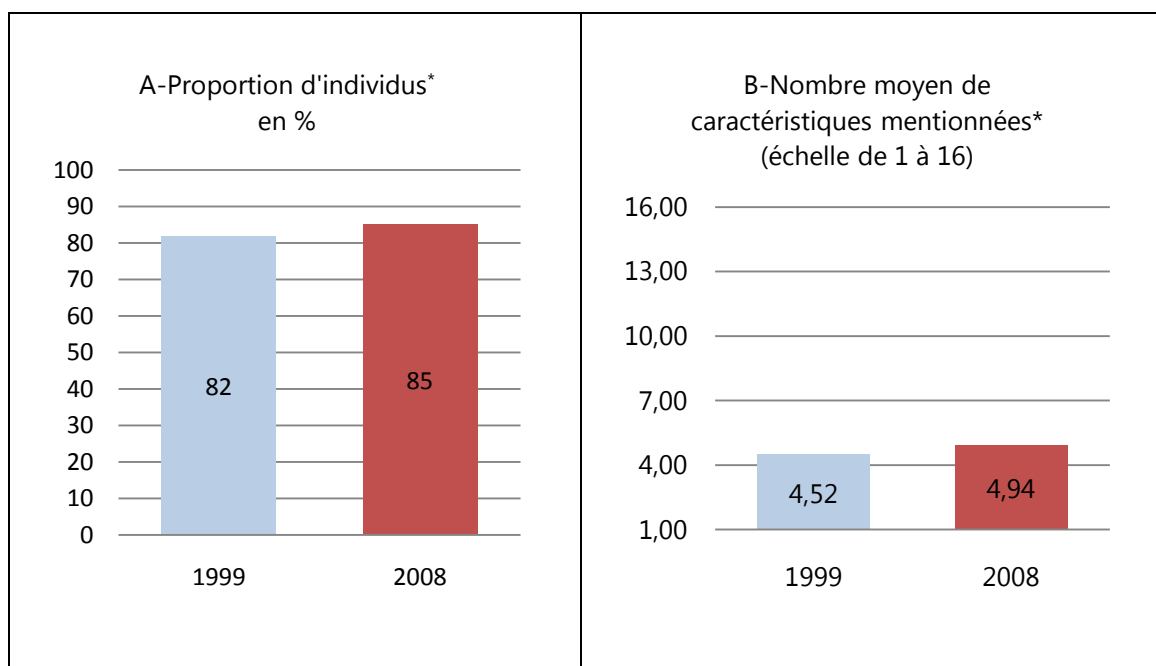


Source : EVS Luxembourg, 1999, Sesopi ; 2008, CEPS/INSTEAD. Champ : ensemble de la population âgée de 18 ans ou plus. Note de lecture : 50% des individus interrogés en 2008 ont déclaré ne pas vouloir un extrémiste politique de droite comme voisin. Cette proportion était de 57% en 1999. Les différences statistiquement significatives selon l'année d'observation ($p \leq 0,05$) sont identifiées au moyen d'un astérisque (*). En l'absence d'astérisque, les différences ne sont pas significatives.

On en arrive à la question suivante : la population du Luxembourg est-elle devenue plus sélective à l'égard de ses voisins, voire plus intolérante depuis 1999 ? Le graphique 2, qui présente la proportion d'individus ayant mentionné au moins une caractéristique qu'ils ne souhaiteraient pas retrouver chez un voisin ainsi que le nombre moyen de caractéristiques qu'ils jugent indésirables, semble indiquer que oui. On constate en effet que la proportion de personnes ayant mentionné au moins une caractéristique est passée de 82% à 85% entre les deux années et que le nombre moyen de traits jugés « indésirables » est passé de 4,52 à 4,94 chez les personnes en

ayant mentionné au moins un. Malgré une légère augmentation depuis 1999, ce niveau de rejet demeure assez faible compte tenu du fait que l'échelle de mesure comporte seize niveaux. De fait, sur cette échelle où sont additionnées les réponses positives (codées « 1 ») aux 16 items proposés, un score individuel s'approchant de 0 signifie un faible niveau de rejet alors qu'un score s'approchant de 16 signifie un haut niveau de rejet.

Graphique 2 – Proportion d'individus s'étant montrés sélectifs à l'égard des voisins et niveau moyen de rejet, 1999 et 2008

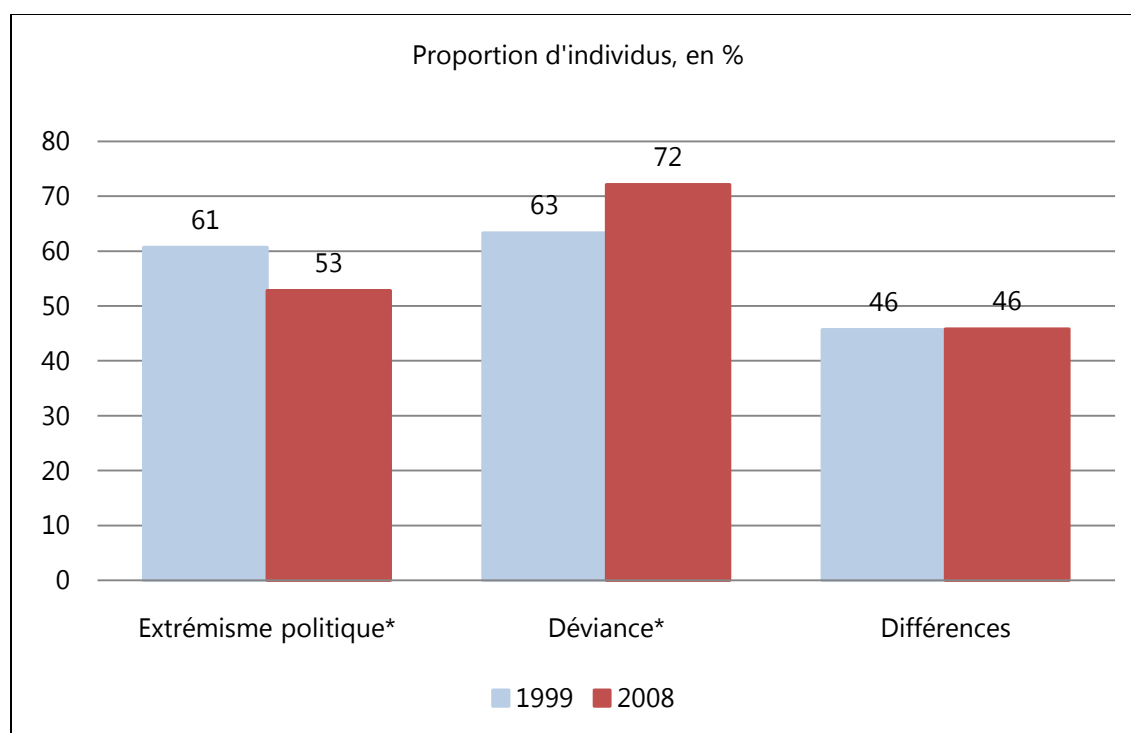


Source : EVS Luxembourg, 1999, Sesopi ; 2008, CEPS/INSTEAD. Champ : ensemble de la population âgée de 18 ans ou plus pour le graphique 2A ; ensemble de la population âgée de 18 ans ou plus ET ayant mentionné au moins un des seize items de rejet pour le graphique 2B. Note de lecture : 85% des individus interrogés en 2008 ont jugé indésirable au moins une des 16 caractéristiques qui leur étaient proposées pour caractériser une personne qu'ils n'aimeraient pas avoir comme voisin. Ces individus ont mentionné, en moyenne, 4,94 des 16 traits proposés, le minimum étant de 1. Les différences statistiquement significatives selon l'année d'observation ($p \leq 0,05$) sont identifiées au moyen d'un astérisque (*).

L'examen plus approfondi des réponses suivant le type de critère de rejet révèle des résultats plus nuancés de l'évolution des attitudes des individus à l'égard des voisins. Le graphique 3, qui présente la proportion d'individus s'étant montrés sélectifs à l'endroit des voisins selon le critère de rejet, montre en effet que ces trois types de critère ont évolué différemment au cours de la période étudiée. Concrètement, on constate que la proportion d'individus ayant rejeté certains comportements politiques extrémistes a eu tendance à diminuer entre les deux années (61% à 53%), alors que celle ayant manifesté une certaine forme d'opposition envers les

comportements déviants a augmenté de près de dix points de pourcentage et a atteint 72% en 2008. Quant à la proportion d'individus ayant identifié au moins un critère de rejet lié à des différences, elle est restée stable à 46% au cours de la période étudiée.

Graphique 3 – Proportion d'individus s'étant montrés sélectifs à l'égard des voisins selon le critère de rejet, 1999 et 2008

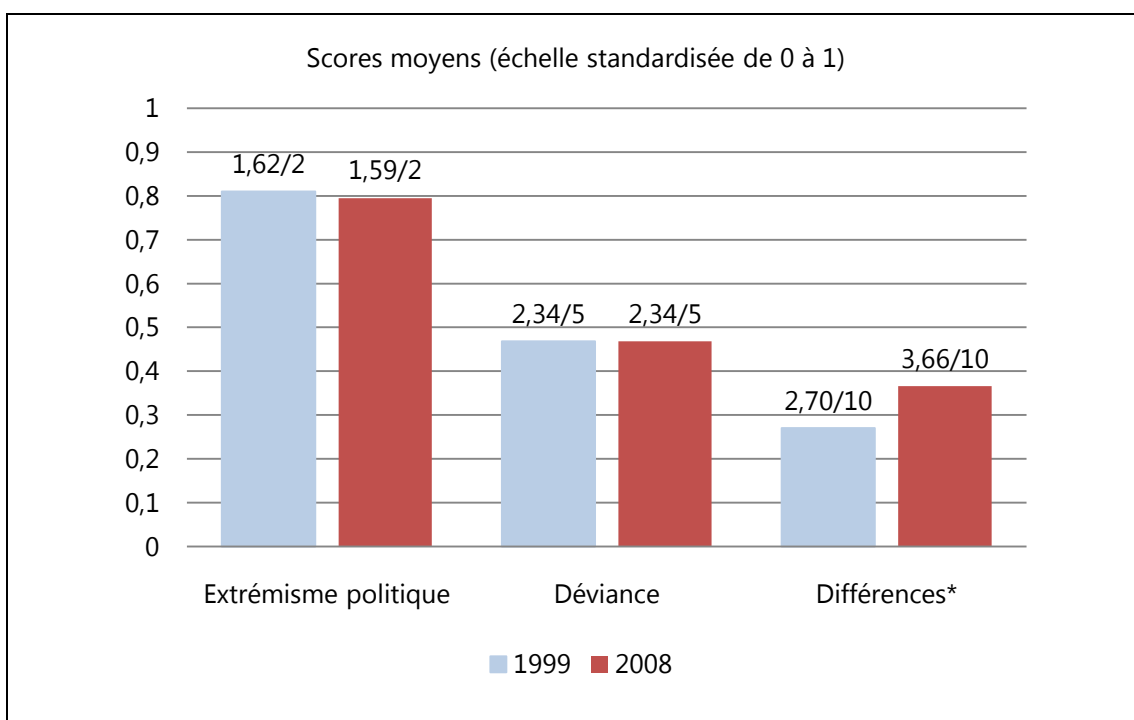


Source : EVS Luxembourg, 1999, Sesopi ; 2008, CEPS/INSTEAD. Champ : ensemble de la population âgée de 18 ans ou plus. Note de lecture : 53% des individus interrogés en 2008 ont jugé indésirable au moins une des caractéristiques liées à l'extrémisme politique. Cette proportion était de 61% en 1999. Les différences statistiquement significatives selon l'année d'observation ($p \leq 0,05$) sont identifiées au moyen d'un astérisque (*). En l'absence d'astérisque, les différences ne sont pas significatives.

L'analyse du niveau de rejet suivant le type de critère, présentée au graphique 4, nous offre un coup d'œil un peu différent de l'évolution des attitudes des individus à l'égard des voisins. En fait, si la proportion de personnes ayant mentionné au moins un des traits liés aux différences est restée la même entre 1999 et 2008, on constate que le niveau de rejet à l'égard de ce critère a augmenté considérablement entre les deux années, le nombre moyen de caractéristiques mentionnées par les personnes « sélectives » étant passé de 2,70 à 3,66 sur une échelle de 0 à 10. Ce niveau reste relativement faible eu égard aux autres types de critère; il demeure néanmoins qu'il s'en est approché de manière sensible au cours de la dernière décennie, le niveau de

rejet étant resté à peu près stable en ce qui a trait aux critères liés à la déviance et aux comportements politiques extrémistes.

Graphique 4 – Niveau de rejet à l'égard des voisins selon le critère de rejet, 1999 et 2008



Source : EVS Luxembourg, 1999, Sesopi ; 2008, CEPS/INSTEAD. Champ : ensemble de la population âgée de 18 ans ou plus ayant mentionné au moins un des items de rejet. Note de lecture : parmi les individus ayant jugé indésirable au moins une des deux caractéristiques liées à l'extrémisme politique, une moyenne de 1,59 traits ont été mentionnés. Sur une échelle standardisée variant de 0 à 1, cette moyenne correspond à un score de près de 0,8. En revanche, parmi les individus ayant jugé indésirable au moins une des dix caractéristiques liées aux différences, une moyenne de 3,66 traits ont été mentionnés, ce qui correspond à un score standardisé inférieur à 0,4. Les différences statistiquement significatives selon l'année d'observation ($p \leq 0,05$) sont identifiées au moyen d'un astérisque (*).

En somme, si la population du Luxembourg se montre un peu plus sélective vis-à-vis de son voisinage éventuel en 2008 qu'en 1999, il demeure que cette sélectivité n'a pas évolué de la même manière suivant le type de critère de rejet. Succinctement, il apparaît que les personnes rejetant les voisins extrémistes sont un peu moins nombreuses qu'auparavant et que leur niveau de rejet reste sensiblement le même. En revanche, les personnes ne tolérant pas les comportements déviants sont plus nombreuses, mais leur niveau d'intolérance demeure inchangé. Enfin, les personnes sélectives à l'égard de certaines différences ne sont pas plus nombreuses, mais celles qui le sont tendent à l'être un peu plus.

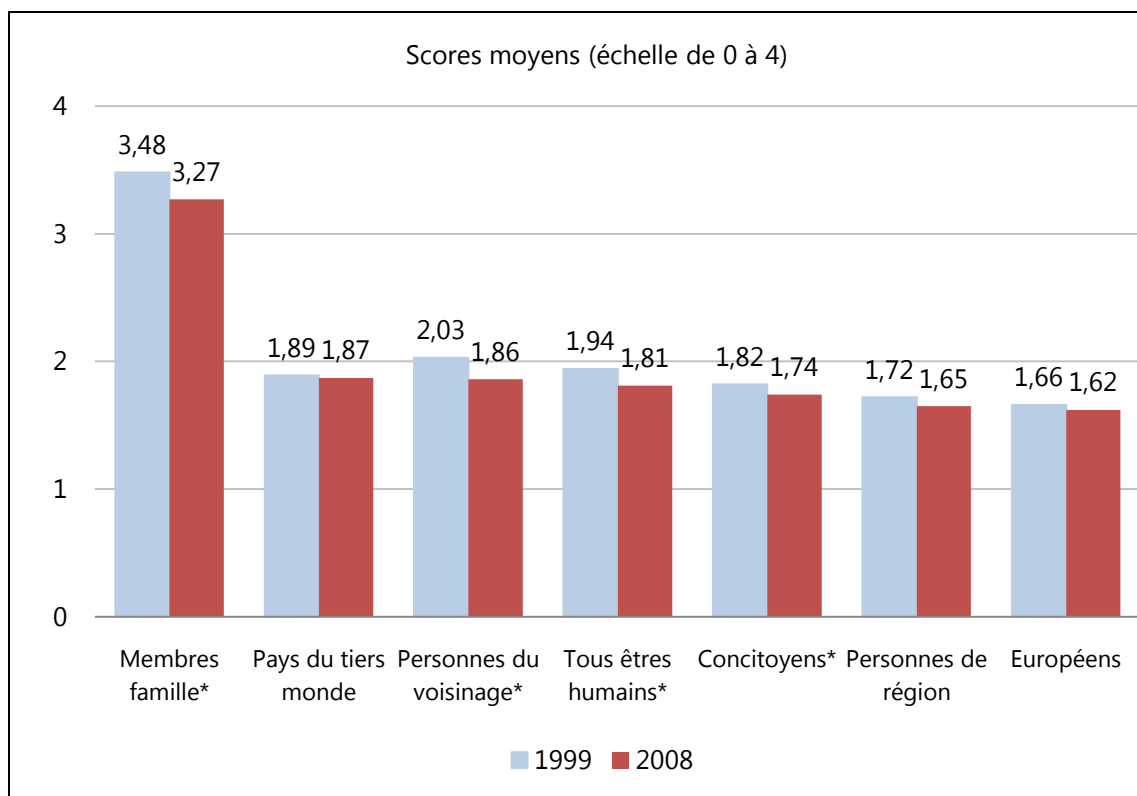
3. SENTIMENT DE SOLIDARITE A L'EGARD DES VOISINS

Un peu plus sélective dans le choix de ses voisins et soucieuse, jusqu'à un certain point, de préserver un « nous » plus restrictif, la population luxembourgeoise se sent-elle moins concernée par les conditions de vie de ses voisins ? Cette plus grande sélectivité a-t-elle, au contraire, pour effet d'accroître la cohésion entre voisins comme le suggère Hoggart lorsqu'il écrit que « la plupart des groupes sociaux doivent l'essentiel de leur cohésion à leur pouvoir d'exclusion » (Hoggart, 1970, p. 117) ? Encore une fois, les données luxembourgeoises des enquêtes EVS nous permettent d'explorer le sujet, la question suivante ayant été posée en 1999 et en 2008 : « Dans quelle mesure vous sentez-vous concerné par les conditions de vie : a) des membres de votre famille ; b) des personnes de votre voisinage ; c) des personnes de la région où vous habitez ; d) de vos concitoyens ; e) des Européens ; f) de tous les êtres humains à travers le monde et g) des pays du Tiers-Monde ? ». En fait, les répondants étaient invités à dire s'ils se sentaient « vraiment beaucoup », « beaucoup », « dans une certaine mesure », « pas tellement » ou « pas du tout » concernés par les conditions de vie des membres de chacun de ces groupes.

Le graphique 5 présente l'évolution des scores moyens de solidarité envers ces différents groupes entre 1999 et 2008. Susceptibles de varier de 0 à 4, ces scores s'interprètent de la manière suivante : plus un score s'approche de 0, moins les individus se sentent concernés par les conditions de vie du groupe examiné ; inversement, plus il s'approche de 4, plus les individus se sentent concernés par les conditions de vie de ce même groupe. D'entrée de jeu, il apparaît que, de manière générale, le sentiment de solidarité vis-à-vis des différentes catégories a diminué au cours de la dernière décennie. La diminution a été plus marquée lorsqu'il s'agit des voisins, le score moyen obtenu pour ce groupe étant passé de 2,03 à 1,86 entre 1999 et 2008, soit une diminution de 8% par rapport à la valeur de 1999. Les voisins glissent ainsi au troisième rang dans la hiérarchie des personnes envers qui l'on se sent solidaire, loin derrière la famille (3,27), et immédiatement après les résidents des pays du Tiers-Monde (1,87). Avec un score moyen de 1,86 en 2008, il est possible de dire que les personnes qui vivent au Luxembourg se sentent moyennement

concernées par les conditions de vie de leurs voisins et que ce sentiment est un peu plus fort que celui qu'elles nourrissent à l'égard de la race humaine en général (1,81), des concitoyens (1,74), des personnes de leur région (1,65) et des Européens (1,62).

Graphique 5 – Sentiment de solidarité à l'égard de différents groupes d'individus en 1999 et en 2008



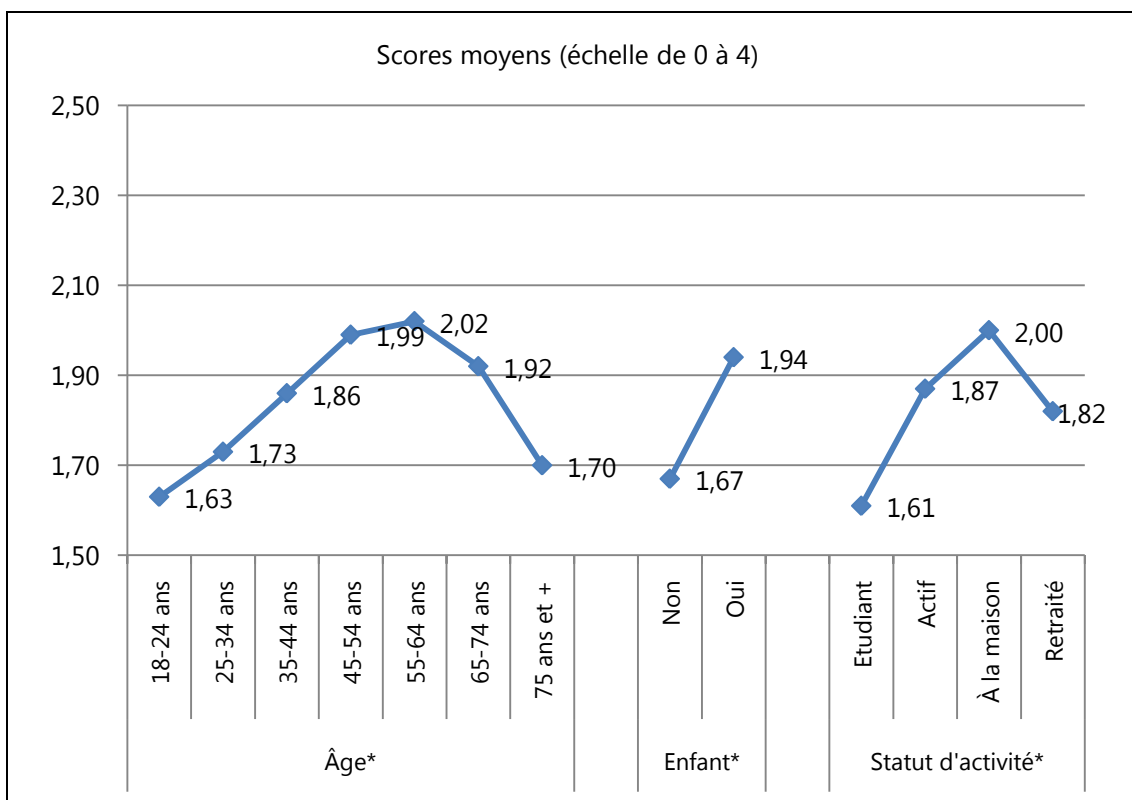
Source : EVS Luxembourg, 1999, Sesopi ; 2008, CEPS/INSTEAD. Champ : ensemble de la population âgée de 18 ans ou plus. Note de lecture : parmi l'ensemble des individus, le score moyen obtenu sur une échelle de « solidarité » variant de 0 (ne se sent pas du tout concerné) à 4 (se sent vraiment beaucoup concerné) est de 1,86 lorsqu'il est question des personnes du voisinage. En 1999, le score moyen était de 2,03. Les différences statistiquement significatives selon l'année d'observation ($p \leq 0,05$) sont identifiées au moyen d'un astérisque (*). En l'absence d'astérisque, les différences ne sont pas significatives.

Lorsqu'on examine le sentiment de solidarité à l'égard des voisins en fonction des caractéristiques sociodémographiques des individus, peu de différences apparaissent selon le genre, la nationalité, la religion, le niveau d'études et le statut social⁶. En revanche, on constate que les individus âgés de 45 à 64 ans, ceux qui ont eu des enfants ainsi que ceux dont l'activité principale est d'être à la maison se sentent un

⁶ Les différences observées selon le genre, la nationalité (Luxembourgeois, Portugais, autre UE15 et autre étranger), la religion (aucune, catholique et autre religion non catholique), le niveau d'études (primaire, secondaire inférieur, secondaire supérieur et postsecondaire) et la classe sociale (inférieure, moyenne inférieure, moyenne supérieure et supérieure) ne sont pas statistiquement significatives ($p > 0,05$).

peu plus concernés par les conditions de vie de leurs voisins que les autres individus (graphique 6). Ces résultats laissent supposer un lien direct entre le cycle de vie et le sentiment de solidarité : si on est jeune et nouvellement installé dans un quartier, on se sent peu concerné par les voisins qu'on ne connaît peut-être pas encore ; entre 45 et 64 ans et établi depuis un peu plus longtemps dans le quartier, on se sent plus concerné par les conditions de vie des voisins ; enfin, après 65 ans, lorsque les voisins décèdent ou quittent le quartier, ou lorsque nous-mêmes quittons une maison devenue trop grande depuis le départ des enfants, on se sent moins concerné par les voisins que l'on connaît de moins en moins, voire pas du tout. Ce lien entre le cycle de vie et le sentiment de solidarité à l'égard des voisins est encore plus fort lorsque l'on tient maison et lorsque l'on élève ou que l'on a élevé des enfants dans le quartier, les enfants donnant l'occasion de rencontrer ses voisins et d'apprendre à les connaître.

Graphique 6 – Sentiment de solidarité à l'égard des voisins selon quelques caractéristiques sociodémographiques en 2008



Source : EVS Luxembourg 2008, CEPS/INSTEAD. Champ : ensemble de la population âgée de 18 ans ou plus. Note de lecture : parmi l'ensemble des individus âgés de 18 à 24 ans, le score moyen obtenu sur une échelle de « solidarité à l'égard des voisins » variant de 0 (ne se sent pas du tout concerné) à 4 (se sent vraiment beaucoup concerné) est de 1,63. Les différences selon l'âge, le statut d'activité et le fait d'avoir eu (ou non) des enfants sont statistiquement significatives ($p \leq 0,05$) et sont identifiées au moyen d'un astérisque (*).

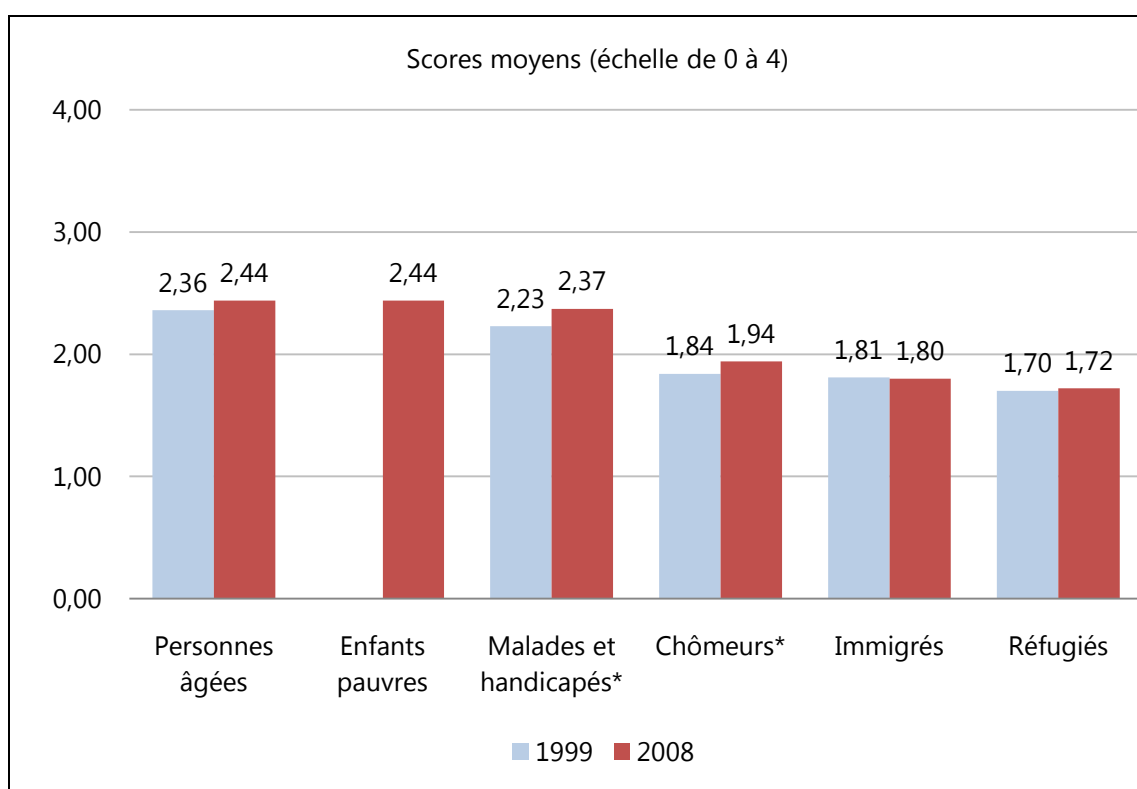
4. SENTIMENT DE SOLIDARITE A L'EGARD DES PERSONNES VULNERABLES

Le sentiment de solidarité relativement faible à l'égard des voisins observé en 2008 ainsi que sa diminution par rapport à 1999 nous incitent néanmoins à nous demander s'il s'agit d'une tendance générale de la solidarité ou s'il s'agit simplement de l'affaiblissement d'un certain type de solidarité. Afin de répondre à cette question, il nous a semblé intéressant d'examiner comment a évolué le sentiment de solidarité à l'égard des personnes vulnérables – ou susceptibles de l'être – au cours de la dernière décennie. Pour ce faire, la question posée dans le cadre des deux vagues de l'enquête EVS à propos du sentiment de solidarité envers différents types de vulnérabilité est intéressante. Cette question s'énonce ainsi : « Dans quelle mesure vous sentez-vous concerné par les conditions de vie a) des personnes âgées au Luxembourg ; b) des chômeurs au Luxembourg ; c) des immigrés au Luxembourg ; d) des malades ou handicapés au Luxembourg ; e) des enfants des familles pauvres au Luxembourg et f) des réfugiés au Luxembourg ». Encore une fois, les répondants étaient invités à indiquer dans quelle mesure ils se sentaient concernés par les conditions de vie de chacune de ces catégories. Au nombre de 5, les choix de réponses allaient de « pas du tout concerné » à « vraiment beaucoup concerné ».

Le graphique 7 présente les scores moyens obtenus par l'ensemble des répondants pour chacune des catégories, et ce, en 1999 et en 2008. Il ressort que, de manière générale, le sentiment de solidarité que la population du Luxembourg nourrit à l'endroit des personnes vulnérables a évolué différemment de celui qu'elle nourrit à l'égard des personnes appartenant à des catégories générales comme la famille, le voisinage, l'Europe, le Tiers-Monde et l'humanité. En fait, alors que le sentiment de solidarité a tendance à diminuer lorsqu'il s'agit de critères statutaires, c'est l'inverse qui se produit lorsque le critère est concret et qu'il se réfère à une situation de vulnérabilité. On observe ainsi qu'en 2008, les résidents du Luxembourg se sentaient un peu plus concernés par les conditions de vie des personnes âgées, des personnes malades et/ou handicapées et des chômeurs qu'ils ne l'étaient en 1999 (graphique 7). On constate par ailleurs que, de manière générale, et à l'exception de la famille, les

scores moyens obtenus sur l'échelle de solidarité sont plus élevés lorsqu'il s'agit de situations de vulnérabilité que lorsqu'il s'agit de situations statutaires. Ces résultats semblent indiquer que la solidarité est davantage orientée vers des situations concrètes que vers des situations définies par des identités (voisin, Européens, humain, etc.) ou des statuts sociaux. On ne se sentirait dès lors pas moins solidaire qu'auparavant, mais on orienterait davantage notre solidarité vers des situations ou des risques concrets de vulnérabilité.

Graphique 7 – Sentiment de solidarité à l'égard de différentes catégories de personnes vulnérables en 1999 et en 2008



Source : EVS Luxembourg, 1999, Sesopi ; 2008, CEPS/INSTEAD. Champ : ensemble de la population âgée de 18 ans ou plus. Note de lecture : parmi l'ensemble des individus, le score moyen obtenu sur une échelle de «solidarité » variant de 0 (ne se sent pas du tout concerné) à 4 (se sent vraiment beaucoup concerné) est de 2,44 lorsqu'il est question des personnes âgées. En 1999, le score moyen était de 2,36. Les différences statistiquement significatives selon l'année d'observation ($p \leq 0,05$) sont identifiées au moyen d'un astérisque (*). En l'absence d'astérisque, les différences ne sont pas significatives. La question sur les enfants pauvres n'a pas été posée en 1999.

5. DISCUSSION

Nous avons vu qu'à l'instar d'autres formes de solidarité, le sentiment de solidarité à l'égard des voisins avait diminué au Luxembourg au cours de la dernière décennie. En fait, si les résidents du Luxembourg ne sont pas tout à fait indifférents à leurs voisins, ils ne se sentent que moyennement concernés par leurs conditions de vie.

Cet affaiblissement du sentiment de solidarité à l'égard des voisins ne semble toutefois pas refléter une tendance générale d'indifférence vis-à-vis des autres. Tout indique en effet que l'affaiblissement de ce sentiment ne concerne que les situations statutaires, définies par des identités ou des positions sociales particulières. Lorsqu'il porte sur des situations de vie concrètes, telle que la vulnérabilité, ce sentiment a plutôt tendance à s'accroître. En somme, la population du Luxembourg se sentirait toujours concernée par son voisin, mais non pas en tant que voisin, mais en tant que chômeur, personne malade ou personne âgée.

Cette « délocalisation » du sentiment de solidarité n'est pas une mauvaise nouvelle en soi. De fait, dans la mesure où les voisinages s'avèrent souvent homogènes tant dans leur composition sociale que dans leur composition générationnelle⁷ (Maurin, 2007; Gerber et Pruvot, 2005; Herpin et Lagrange, 2005), il est probablement bénéfique que le sentiment de solidarité se dirige d'abord vers des situations de vulnérabilité plutôt qu'uniquement vers des situations de proximité. Cela l'est d'autant plus que, si on en croit les résultats relatifs au sentiment d'ouverture à l'égard des différentes catégories de voisins, une certaine augmentation de la « sélectivité » s'est observée au Luxembourg au cours de la dernière décennie. Sans être nécessairement plus intolérante qu'auparavant, la population luxembourgeoise nous est en effet apparue un peu plus soucieuse de préserver l'homogénéité et la tranquillité de ses quartiers d'habitation.

⁷ À Luxembourg, par exemple, Gerber et Pruvot (2005) ont montré que les ménages aisés se concentrent sur les plateaux, tandis que les couches populaires se situent essentiellement dans les vallées, bien qu'il existe également une certaine tendance à la gentrification dans les quartiers centraux. Ils ont également montré que les personnes actives vivant seules ainsi que les personnes âgées se rassemblent au centre de la ville, alors que les familles ayant des enfants vivent davantage à la périphérie de la ville.

Il demeure néanmoins que pour s'exercer, la solidarité nécessite parfois la proximité. Comme l'écrivent Angeon, Caron et Lardon, « la proximité favorise *a priori* le développement des interactions entre agents » (Angeon, Caron et Lardon, 2006, p. 8). Or, dans un contexte de vieillissement démographique et d'affaiblissement de certains réseaux familiaux de proximité, le voisinage peut constituer une alternative importante aux solidarités familiales. À cet égard, les initiatives visant à provoquer les rencontres entre voisins et à dépasser la simple reconnaissance statutaire doivent sans doute être encouragées. Elles facilitent non seulement les rencontres, mais peuvent donner lieu à des échanges des plus divers, allant du simple échange d'informations à des formes d'aide plus substantielles. Ces initiatives ont toutefois des limites, tout comme les solidarités auxquelles elles peuvent donner lieu. Comme l'écrivent Druhle et coll. (2007), la plupart des formes de sociabilité et de services que l'on voit apparaître dans le voisinage sont des formes de soutien à distance au nom du principe de préservation de soi. Or, comme l'ont montré Nocon et Pearson (2000), ces formes de solidarité s'essoufflent généralement lorsque la dépendance s'accroît et que la santé se dégrade. Cela étant dit, elles contribuent efficacement à retarder, voire à tenir à l'écart, le sentiment de solitude qui échoit souvent aux personnes vieillissantes (Druhle et coll., 2007).

BIBLIOGRAPHIE

Angeon, V., Caron, P. et Lardon, S. (2006). « Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable : quel rôle de la proximité dans ce processus ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 7 : Proximité et environnement, mis en ligne le 17 juillet 2006, consulté le 12 juillet 2010. URL : <http://developpementdurable.revues.org/index2851.html>.

Attias-Donfut, C. (2000). « Rapports de générations. Transferts familiaux et dynamique macrosociale », *Revue Française de Sociologie*, 41 (4), pp. 643-684.

Bengtson, V. (2001). « The Burgess award lecture. Beyond the nuclear family: the increasing importance of multigenerational bonds », *Journal of Marriage and Family*, 63 (1), pp. 1-16.

Bengtson, V., Giarrusso, R., Mabry, J. B. et Silverstein, M. (2002). « Solidarity, conflict, and ambivalence: complementary or competing perspectives on intergenerational relationships? », *Journal of Marriage and Family*, 64 (3), pp. 568-576.

Berzosa, G. (2010). « Tolérance », dans P. Dickes (dir.), *Cohésion sociale. Enquêtes Luxembourg 1999-2008. Variables intermédiaires. Working paper*, Differdange: CEPS/INSTEAD, pp. 169-176.

Blin, E. (2008). « Les repas de rue : émergence d'une nouvelle fête urbaine ou effet de mode? L'exemple de Tours », *Noréis*, 2 (207), pp. 85-96.

Bonvalet, C. et Ogg, J. (2009). *Les baby-boomers : une génération mobile*. Paris: Éditions de l'Aube.

Bourdieu, P. (1979). *La distinction, critique sociale du jugement*. Paris: Éditions de Minuit.

De Swann, A. (1988). *In care of the state*. Cambridge: Oxford University Press.

Dorvil, H., Provencher, H. et Beaulieu, A. (2002). « Attitudes et croyances des Montréalais et Montréalaises à l'égard des ex-patients psychiatriques vivant dans la société », *Revue canadienne de santé mentale communautaire*, 21 (1), pp. 153-180.

Druhle, M., Clément, S., Mantovani, J., & Membrado, M. (2007). « L'expérience du voisinage : propriétés et spécificités au cours de la vieillesse », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2 (123), pp. 325-339.

Dubajic, N. (2002). « Quels rapports aux autres et quelles solidarités dans une société multiculturelle ? », dans M. Legrand (dir.), *Les valeurs au Luxembourg : portrait d'une société au tournant du 3e millénaire*, Luxembourg: Éditions Saint-Paul, pp. 327-390.

Durkheim, E. (1893). *De la division du travail social*. Paris: PUF.

Farinelli, B. (2008). *L'avenir est à la campagne. Solidarité, proximité, autosuffisance, alternative*. Paris: Sang de la Terre.

Gaudreau, P. (2005). « Faire face au "pas dans ma cour" », *Nouvelles pratiques sociales*, 17 (2), pp. 160-165.

Gerber, P. et Pruvot, M. (2005). « La ville de Luxembourg, mosaïque socio-résidentielle », *Population & territoire* (7), pp. 1-20. URL : <http://www.ceps.lu/pdf/6/art1071.pdf>.

Héran, F. (1987). « Comment les Français voisinent », *Économie et Statistique* (195), pp. 43-59.

Herpin, N. et Lagrange, H. (2005). « La victimisation de proximité, les précautions et la peur. Étude sur la cohésion sociale de voisinage », *Revue économique*, 56 (2), pp. 285-312.

Hoggart, R. (1970). *La culture du pauvre*. Paris: Éditions de Minuit.

Kholi, M. (1999). « Private and public transfers between generations: linking the family and the state », *European Societies*, 1 (1), pp. 81-104.

Maurin, E. (2007). « La ségrégation urbaine, son intensité et ses causes », dans S. Paugam (dir.), *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, Paris: PUF, pp. 621-633.

Mayer, M. (1997). « Les mouvements sociaux comme acteurs politiques dans les villes européennes : leur évolution entre les années soixante-dix et quatre-vingt-dix », dans A. Bagnasco et P. Le Galès (dir.), *Villes en Europe*, Paris: La Découverte, pp. 173-200.

Merton, R. K. (1949). *Social theory and social structure*. Illinois: The free press of Glencoe.

Milza, P. (2002). *L'Europe en chemise noire. Les extrêmes droites en Europe de 1945 à aujourd'hui*. Paris: Flammarion, collection "Champs".

Nocon, A. et Pearson, M. (2000). « The roles of friends and neighbours in providing support for older people », *Ageing and society*, 20 (3), pp. 341-367.

Ogien, A. (1999). *Sociologie de la déviance*. Paris: Armand Collin.

Olazabal, I. (2009). *Que sont les baby-boomers devenus ? Aspects sociaux d'une génération vieillissante*. Montréal: Éditions Nota bene.

Oorschot, W. A. et Halman, L. (2005). « Welfare state effects on social capital and informal solidarity in the European Union : evidence from the 1999/2000 European Values Study », *Policy and Politics*, 33 (1), pp. 33-54.

Perifan, A. (2005). *Pas de quartier pour l'indifférence*. Paris: Éditions La Table ronde.

Pettigrew, T. F. (1998). « Intergroup contact theory », *Annual Review of Psychology* , 49 (1), pp. 65-85.

Phillipson, C., Bernard, M., Philips, J. et Ogg, J. (1999). « Older people's experiences of community life : patterns of neighbouring in three urban area », *The Sociological Review*, 47 (4), pp. 715-743.

Pina, C. (2005). *L'extrême gauche en Europe*. Paris: La documentation française.

Quéré, L. et Brezler, D. (1993). « L'étrangeté mutuelle des passants. Le mode de coexistence du public urbain », *Les Annales de la recherche urbaine*, (57-58), pp. 88-100.

Rissoan, J.-P. (2007). *Traditionalisme et révolution : les poussées d'extrémismes des origines à nos jours*. Lyon: Aleas.

Segalen, M. (2008). *Sociologie de la famille* (6e édition). Paris: Armand Colin.

Semyonov, M., Rajjman, R. et Gorodzeisky, A. (2006). « The rise of antiforeigner sentiment in European societies », *American Sociological Review* , 71 (3), pp. 426-449.

Van Pevenage, I. (2009). *Pour agir : comprendre les solidarités familiales. La recherche : un outil indispensable*. Montréal: Partenariat Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles.

Wexler, M. N. (1996). « A sociological framing of the NIMBY (not-in-my-backyard) syndrome », *International review of modern sociology* , 26 (1), pp. 91-110.

Zijderveld, A. C. (1998). « The vertical division of the European welfare state », *Society* , 35 (4), pp. 62-71.

CEPS
I N S T E A D

B.P. 48
L-4501 Differdange
Tél.: +352 58.58.55-801
www.ceps.lu